

## 2 Politique

## Législatives 2018/2e siège de la Basse-Banio

### Cyrille Kandou, candidat de l'Union nationale



Une vue de l'assistance lors d'une causerie.



Le coordonnateur national des jeunes de l'UN, Firmin Olo'o Obiang, appelant les jeunes à participer massivement aux élections.

AEE

Mayumba/Gabon

**C'EST** lors de sa dernière tournée dans la province de la Nyanga, à l'étape du village Vemo, que le vice-président de l'Union nationale (UN), Casimir Oye Mba, a demandé aux populations de ce village de soutenir le candidat de son parti sur le 2e siège de la

Basse-Banio, Cyrille Kandou.

Ce périple qui concernait les villages Malounga 1, Loubomo, Ditouba, Vemo et Socoma a permis au directeur de l'Union nationale (UN) d'aborder spécifiquement les questions électorales et d'échanger avec les populations concernées.

A la tête d'une délégation composée du secrétaire exécutif du parti et son ad-

joint, Dr Minault Maxime Zima Ebeyard et Paul-Marie Gondjout, de la coordonnatrice nationale des femmes, Marie Agnès Koumba, et du coordonnateur national des jeunes, Firmin Olo'o Obiang, le vice-président de l'UN, Casimir Oye Mba, a attiré l'attention des populations de la Nyanga sur les dispositions à prendre à l'approche des futures élections, aussi bien Légis-

latives que locales. Il a invité ses militants et sympathisants à engager "pour la survenance d'une alternance politique au Gabon". Il a par ailleurs exprimé son optimisme, car pour lui "les Gabonais ont désormais pris conscience qu'il est temps de tourner la page de 50 ans de règne du PDG." Dans chaque village, le secrétaire exécutif de l'UN, Dr Minault Maxime Zima Ebeyard, a lui aussi solli-

cié l'implication de tout le monde, dans ce nouveau tournant de la vie politique de notre pays qui sont les élections législatives. "Ne laissez aucune chance au PDG, allez-y vous inscrire et le moment venu allez voter", s'est-il exprimé.

Le coordonnateur national des jeunes de l'UN, Firmin Olo'o Obiang, en s'adressant aux jeunes du cru, leur a demandé de changer de comportement, en refusant

désormais de "se faire payer" pour aller voter un député qui, plus tard votera des lois qui seront en défaveur des intérêts des populations. "Il est temps que l'on vous considère. Que vous soyez désormais au centre du développement. Ne laissez plus personne décider à votre place. Prenez vos responsabilités et c'est à partir de là que surviendra le changement que nous attendons tous", a-t-il lancé.

## Maurice Bouamba dans la bataille

SM (sur les notes de G.L)

Libreville/Gabon

**MAURICE** Bouamba sera à nouveau candidat aux prochaines élections législatives. L'homme qui fut député du deuxième siège du département de Lombo-Bouenguidi (Pana), dans la province de l'Ogooué-Lolo, lors de la 11e Législature, s'est déclaré candidat, le 4 juin dernier, à Moanda (Haut-Ogooué). C'était devant plusieurs ressortissants de

sa contrée, résidant dans la ville minières et ses environs. Lesquels s'étaient réunis dans le cadre de l'assemblée générale de l'association politique "MA.MA.BO", présidée par le désormais candidat.

Maurice Bouamba ambitionne donc de se positionner en indépendant, avec l'appui de sa structure associative qui pourrait, pourquoi pas, présenter également d'autres candidats.

On se souvient que ce natif de la Lombo-Bouenguidi avait été élu en 2007, sous la bannière de l'Union gabonaise pour la démocratie et le développement (UGDD), avant que ce parti



Une partie des ressortissants de la Lombo-Bouenguidi, présents à cette assemblée générale.

ne se fonde, en 2010, dans l'Union nationale (UN). C'est suite à la dissolution de l'UN que Maurice Bouamba va devoir poursuivre son mandat à l'As-

semblée nationale comme indépendant et membre du groupe parlementaire des Forces du changement pour l'Opposition.

Candidat au scrutin législatif de 2011, l'homme avait brillamment échoué. Accusant ses détracteurs d'avoir usé des moyens peu orthodoxes pour le discréditer auprès de son électeurat. Mais, à en croire l'ancien député, l'échéance à venir devrait ressembler à autre chose. D'autant qu'il a reçu l'approbation de sa base, pour pouvoir postuler à cette élection ; puis du fait que l'homme dit avoir tiré les enseignements des échecs de 2011 et 2012 aux locales.

## Miroir du gouvernement

### Silence condescendant ?

**LE** gouvernement serait-il adepte d'une communication sélective, au point de s'exprimer et réagir avec célérité à certaines situations et demeurer aphone sur d'autres ? À la lecture de quelques événements survenus récemment dans notre pays, on pourrait le croire. La preuve ? Aucune déclaration ni communiqué gouvernemental n'a été perceptible, à la suite des mutineries survenues, il y a quelque temps, à la prison de Lambaré, Mouila et, dernièrement, à Franceville. Comme si le responsable du département ministériel concerné avait estimé peu utile que l'opinion soit informée sur l'origine de la révolte des

prisonniers, et du bilan des affrontements de ces derniers avec les Forces de l'ordre. Car ne nous leurrons pas. Pour rétablir l'ordre, on a bien été obligé de recourir à la force. Ce qui, selon toute vraisemblance, ne s'est pas fait sans quelques dégâts. Plus près de nous, une rumeur persistante, alimentée par plusieurs posts sur les réseaux sociaux, fait état de ce qu'une dizaine d'apprenants du Collège d'enseignement secondaire (CES) public d'Akéké se seraient noyés sur une plage de Libreville, il y a quelques semaines. Vérification faite par un de nos reporters (lire par ailleurs), il ne s'agirait, en réalité, que de qua-

tre élèves. Mais que le nombre des disparus soit de quinze, quatre ou moins, ce qui est intéressant de noter, c'est que là encore, le gouvernement n'a pas jugé nécessaire de monter au créneau, pour mettre un terme à cette folle rumeur. Abandonnant ainsi les citoyens à leurs peurs et fantasmes. D'autant que, chez nous, l'annonce d'une élection suscite, à tort ou à raison, diverses angoisses et moult interprétations.

Dans l'un et l'autre cas, le silence du gouvernement n'est pas loin d'être assimilé, par d'aucuns, à de la condescendance vis-à-vis de l'opinion publique. À moins que ce ne soit le style de com-

munication impulsé par l'équipe "Issoze Ngondet III". Ce qui, soit dit en passant, trancherait radicalement avec celui des deux précédentes. Vu qu'auparavant, qu'on le veuille ou pas, certains membres avaient au moins le mérite d'éclairer régulièrement la lanterne de l'opinion sur un certain nombre de sujets d'actualité, tout en coupant court aux idées véhiculées ici et là.

C'est dire que, quoiqu'il en soit, à l'heure des réseaux sociaux et internet, le "black-out" gouvernemental sur certains événements passe mal. Si ce n'est qu'il renforce davantage la propagation des "fake news", tout en dé-

crédibilisant un peu plus la parole publique et en étioquant la confiance entre les gouvernants et les gouvernés. Ce qui est de nature à altérer, somme toute, le fonctionnement de notre démocratie. Car, en principe, les hommes du pouvoir ne sont que l'émanation du peuple, qu'ils se doivent de servir, protéger, informer, éduquer et soigner. Remettre en cause les fondements de ce contrat social, en se départissant de l'obligation d'informer les citoyens revient, d'une certaine manière, à ébranler les bases de l'architecture de notre vivre-ensemble.